



le pouvoir aux travailleurs

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 15 octobre 2023 N° 499 PRIX : 0,60 Euro

**Pour mettre fin à l'exploitation, à la barbarie
et aux guerres, il faut renverser le capita-
lisme !**



A gauche, des habitants fuyant la guerre dans la province du Nord-Kivu en RDC. A droite, une embarcation remplie de migrants tentant d'accoster l'île italienne de Lampedusa le 16 septembre 2023 (Reuters).



Travailleurs en grève chez SOTACI (Société des Tubes d'Acier et d'Aluminium de Côte d'Ivoire) dans le zone industrielle de Yopougon, en juillet 2023 pour réclamer de meilleures conditions de travail.

• **Sommaire au verso**

Sommaire

Éditorial

Pour mettre fin à l'exploitation, à la barbarie et aux guerres, il faut renverser le capitalisme !

Pages 3 à 5 Côte d'Ivoire :

▶ Tirs groupés sur le pouvoir d'achat des travailleurs : une réaction est nécessaire !

▶ Le coût du transport, véritable casse-tête pour les travailleurs.

▶ Immigration clandestine vers l'Europe : un phénomène en hausse, lié à la montée du chômage et de la misère !

▶ CAN 2024 : une affaire de gros sous et d'incitation au nationalisme.

Pages 5 à 7 Mali : Goïta tend le piège de l'union nationale.

Pages 7 et 8 Madagascar : La campagne électorale débute dans la morosité et les affrontements entre clans.

Pages 9 et 10 International : Israéliens et Palestiniens, dans le piège sanglant créé par l'impérialisme.

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 20 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

POUR METTRE FIN À L'EXPLOITATION, À LA BARBARIE ET AUX GUERRES, IL FAUT RENVERSER LE CAPITALISME !

En Côte d'Ivoire, tous les ans en cette période, c'est au prix de mille sacrifices que les travailleurs, essaient de scolariser leurs enfants. D'où sortir cet argent quand on a déjà du mal à faire face aux dépenses quotidiennes ? Pendant que nos salaires sont maintenus au plus bas, les prix des denrées ne cessent de grimper. Cette situation intenable résulte de l'exploitation capitaliste que nous subissons et elle continuera à nous maintenir dans un dénuement permanent tant que nous n'aurons pas mis fin à ce système profondément injuste et inhumain.

Dans ce monde capitaliste, c'est nous les travailleurs qui faisons marcher l'économie. Sans notre travail, rien ne fonctionnerait ! C'est de l'exploitation de notre force de travail, génération après génération, que la classe bourgeoise tire et accumule ses richesses ! Elle nous considère comme ses esclaves, tout juste bons pour l'engraisser.

Souvent, nous n'arrivons même pas à nourrir correctement nos familles et nous sommes logés comme des animaux, pourtant c'est nous qui construisons les maisons et les routes, qui cultivons, qui faisons tourner les usines. Le port, le transport, les écoles, les hôpitaux, c'est encore nous qui les faisons fonctionner.

Pour la classe capitaliste, nous ne serons jamais rien d'autre que de la chair à exploiter ! Ceux qui gouvernent ce pays sont chargés de nous faire patienter et de nous faire croire que demain ça ira mieux. Mais il suffit de regarder 30 à 40 ans en arrière pour s'apercevoir que la vie des pauvres ne s'améliore pas avec les années qui passent. Au contraire, l'exploitation s'aggrave. Même les rares améliorations que certains d'entre nous parviennent à arracher grâce à des mobilisations et des grèves, la bourgeoisie se débrouille pour les récupérer d'une façon ou d'une autre.

Les dirigeants des grandes puissances impérialistes qui sont les vrais maîtres de nos dirigeants locaux, fomentent des guerres un peu partout dans le monde pour assurer la prospérité de leur grande bourgeoisie capitaliste. Ce sont les populations pauvres qui subissent leur barbarie comme au Soudan, au Mali, en Palestine, ou qui servent de chair à canon comme en Ukraine et en Russie.

C'est l'avenir que le capitalisme nous réserve à nous et à nos enfants si nous laissons la bourgeoisie diriger la société. Elle détient aussi bien les moyens de productions que le pouvoir

d'État. Ah, bien sûr, elle fait périodiquement son cinéma en changeant de temps à autre l'équipe au pouvoir par les urnes, mais quand elle le veut, elle le fait aussi par des coups d'État. Dans un pays comme la Côte d'Ivoire, le réservoir de personnel politique de la bourgeoisie est rempli de gens comme Ouattara, Gbagbo, Soro et leurs semblables, civils ou militaires. Mais ne nous y trompons pas, ce sont tous des serviteurs des intérêts des riches capitalistes !

Alors, oui, c'est nous même qui pouvons changer notre sort. Il nous faut pour cela œuvrer à la construction de notre organisation politique en tant que classe sociale exploitée. Le prolétariat est mondial, notre

organisation doit aussi être mondiale. Notre force est colossale mais il lui manque la conscience et l'organisation pour transformer radicalement la société. Organisée, la classe ouvrière peut arracher les moyens de productions et le pouvoir politique des mains de la bourgeoisie et la renverser à l'échelle mondiale !

« Prolétaire de tous les pays, unissez-vous » ! Ce sont-là les paroles de Karl Marx dans le manifeste communiste. Il doit guider nos pas pour le regroupement de nos forces à l'échelle mondiale et permettre enfin aux hommes libres de construire un monde meilleur, débarrassé de toute forme d'exploitation et d'accaparement des richesses !

Côte d'Ivoire

TIRS GROUPÉS SUR LE POUVOIR D'ACHAT DES TRAVAILLEURS : UNE RÉACTION EST NÉCESSAIRE !

Cette période est marquée par des attaques tous azimuts contre le pouvoir d'achat des travailleurs.

L'un des plus gros poste de dépenses pour un foyer en ce moment, c'est la rentrée des classes. Tous les ans c'est difficile pour les petites gens et cette année c'est encore plus dur. Les frais d'écolage explosent, les prix des fournitures scolaires sont en nette augmentation. Les gros éditeurs se frottent les mains en ce moment car les manuels scolaires changent tous les ans, obligeant les parents d'élève à acheter de nouveaux livres. Il y a aussi tous les frais annexes. Dans ces conditions, nombreux sont les enfants de pauvres qui seront éjectés du système éducatif malgré les fanfaronnades des gens du gouvernement sur la prétendue école gratuite et obligatoire.

Les classes laborieuses n'en n'ont pas encore fini avec cette affaire de rentrée des classes, elles sont frappées de plein fouet par l'augmentation du prix du riz, l'aliment de base de la grande majorité. L'une des premières préoccupations du travailleur quand il reçoit sa paye, c'est d'acheter son

sac de riz. C'est pourquoi ce genre d'augmentation représente une attaque directe contre le monde du travail. Le gouvernement nous explique que cette augmentation est due au fait que l'Inde a décidé de ne plus exporter son riz. Ce qui aurait occasionné une augmentation de 5 à 10 % du prix sur le marché international. Mais ici, on se retrouve avec plus de 20% d'augmentation ! Et ce même gouvernement nous raconte des salades sur le soi-disant « plafonnement des prix ». C'est tout au plus un moyen de s'en prendre aux petits commerçants en les accusant de ne pas respecter les prix et de ce fait, être responsables de la flambée des prix.

À cela s'ajoute maintenant l'augmentation du prix du carburant à hauteur de 60F. Là, on nous explique que cette augmentation n'aura pas d'incidence sur le coût du transport. Ces gens nous racontent des salades !

Le salaire quant à lui, ne bouge pas. Lorsqu'il tombe dans la poche du travailleur, il fond rapidement comme neige au soleil.

Les classes riches s'en prennent sans vergogne au pouvoir d'achat des travailleurs. Si nous ne voulons pas finir complètement dans la misère, il va falloir préparer les

luttons de demain pour imposer des augmentations de salaire et leur indexation sur le coût réel de la vie.

LE COÛT DU TRANSPORT, VÉRITABLE CASSE-TÊTE POUR LES TRAVAILLEURS

Le coût du transport a considérablement augmenté en un an. Il devient pire, en fonction des heures et des jours. Entre Adjamé et Yopougon le prix du trajet avec le gbaka était de 100 à 300F. Aujourd'hui c'est entre 300 et 600F. Entre Abobo et Adjamé c'était à 100F ou 200F, maintenant c'est de 300 à 500F. Le taxi communal woro-woro, on le prenait à partir 100F, maintenant c'est de 200 à 500F.

Cette réalité est vécue par les travailleurs dans toutes les communes. Pour alléger les frais, certains font une bonne partie du trajet à pieds avant d'emprunter un véhicule.

Effectivement, si pour les riches, 500F ou 1000F, ça ne compte pas, pour les travailleurs, 100F de plus à payer, c'est déjà un trou dans le budget. Les salaires et les

primes qui doivent normalement suivre les augmentations des prix, sont bloqués par les patrons. Mais quand la résignation se transformera en explosion de colère, la situation sera différente.



Les Gbaka, minibus de transport en commun, que les travailleurs prennent pour se rendre au travail.

IMMIGRATION CLANDESTINE VERS L'EUROPE : UN PHÉNOMÈNE EN HAUSSE, LIÉ À LA MONTÉE DU CHÔMAGE ET DE LA MISÈRE !

La Côte d'Ivoire est devenue un haut lieu de départ des candidats à la migration clandestine vers l'Europe. Selon les chiffres officiels de l'Union Européenne, un pic a été atteint au mois de septembre 2023 avec plus de 14 000 demandeurs d'asile ivoiriens. Selon ces chiffres, la Côte d'Ivoire est le deuxième pays de demandeurs d'asile vers l'Europe après la Guinée.

Ces chiffres mettent à mal les autorités ivoiriennes qui voudraient bien faire croire que tout va pour le mieux pour les travailleurs et les populations pauvres dans ce

pays. Face à cette situation, elles voudraient rétablir les visas avec la Tunisie et le Maroc, mais ce n'est certainement pas ce genre de disposition qui pourra arrêter le flux migratoire vers les pays riches.

C'est surtout la misère et le manque de perspective qui poussent toujours plus de personnes à tenter leur chance ailleurs en bravant le désert, la mer, les murs et les barbelés. Et tant qu'on ne mettra pas fin à ces causes-là, il y aura toujours des candidats pour partir, quels qu'en soient les risques encourus.

CAN 2024 : UNE AFFAIRE DE GROS SOUS ET D'INCITATION AU NATIONALISME

Au mois de janvier 2024, la Côte d'Ivoire va accueillir la 36^{ème} édition de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN). 24 équipes de

football du continent vont s'affronter pendant un mois.

En prévision de cette compétition, l'État ivoirien a massivement investi dans la construction et la rénovation d'infrastructures. Entre les stades, les villages d'hébergement et autres infrastructures liées à cette compétition sportive, c'est officiellement plus de 500 milliards de francs Cfa qui ont été ainsi investis.

Pour les rois du béton, des hôtels, des médias et des annonceurs, cette compétition est une aubaine. Et on peut imaginer que ceux qui sont chargés d'attribuer ces marchés se sont aussi sucrés au passage. Ce qui adviendra ensuite de ces infrastructures après la CAN, l'avenir nous le dira. L'expérience des pays qui ont déjà organisé ce genre d'évènement montrent que souvent ces infrastructures sont ensuite laissées à l'abandon faute de disposer de moyens pour les entretenir.

On voit bien que l'argent, il y en a, mais pas pour réaliser des choses utiles à la population. L'État trouve des centaines de milliards quand il s'agit d'engraisser les capitalistes, alors que les écoles et autres

infrastructures utiles à la population manquent cruellement.

Et quand la compétition commencera, le gouvernement et les riches dont il défend les intérêts, espèrent dévier le mécontentement des travailleurs et des pauvres vers le nationalisme, pendant qu'eux continueront à les exploiter. Mais qu'ils se méfient quand même car, comme dans un match de football, le ballon du mécontentement social, ils peuvent aussi avoir la mauvaise surprise de le recevoir au fond de leur filet.



Stade de Bouaké (40 000 places) en phase de construction en août 2022.

Mali

GOÏTA TEND LE PIÈGE DE L'UNION NATIONALE

Un an après le départ des troupes militaires françaises de l'opération Barkhane (en août 2022) à la demande d'Assimi Goïta, chef de la junte au pouvoir à Bamako, ce sont les Casques bleus de l'ONU qui ont commencé à leur tour à plier bagages, toujours à la demande des autorités maliennes.

Les galonnés au pouvoir à Bamako sont bien placés pour savoir que l'armée française comme les soldats de l'ONU sous couvert de la Minusma (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali) n'étaient pas venus pour aider l'État malien à combattre les groupes armés islamistes ou les troupes des indépendantistes du MNLA qui défient l'État malien. Leur objectif était surtout de veiller à l'ordre impérialiste, principalement

celui de l'impérialisme français, dans cette région du Sahel.

En mettant fin à la présence de l'armée française et des Casques bleus, Assimi Goïta avait promis que lui, avec l'aide des mercenaires de Wagner, allait reconquérir la souveraineté de l'État malien sur l'ensemble du territoire national. Mais force est de constater que plus d'un an après l'arrivée de ces mercenaires, les groupes armés islamistes continuent de sévir comme avant. Ils volent et tuent les villageois en toute impunité, ils continuent aussi de s'attaquer à l'armée malienne en posant des mines sur le passage des véhicules militaires ou en faisant des attaques surprises contre des casernes. Plus au nord du pays, dans la région de Kidal et vers la

frontière algérienne, les groupes armés se revendiquant du mouvement indépendantiste de l'Azawad continuent de régner sur un vaste territoire.

Vers une nouvelle offensive de l'armée malienne ?

Alors que les bases de la Minusma abritant ses 15 000 militaires, policiers et civils, ont commencé à se vider, on assiste à une course poursuite entre l'armée malienne et les mouvements rebelles pour se les approprier. Si dans le sud du pays, l'État malien n'a pas trop de problèmes pour s'en emparer, il n'en va pas de même pour les bases situées dans le nord et dans l'est où les groupes armés rebelles sont bien implantés. L'armée malienne a déjà subi de nombreuses pertes lors de récents affrontements et a du mal à gagner du terrain. De nombreux civils y ont aussi perdu la vie.



Les groupes armés islamistes font un blocus notamment sur Gao et Tombouctou en empêchant la circulation des camions de transport de marchandises. La voie du fleuve est aussi bloquée. Le 7 septembre dernier, le ferry Le Tombouctou transportant des personnes et des marchandises, a été attaqué par des bandes armées, faisant plusieurs dizaines de victimes civiles.

Les conséquences de ce blocus sont catastrophiques pour les habitants, à commencer par ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter des denrées dont les prix se sont envolés. Les villageois situés aux alentours de ces deux grandes villes se trouvent de plus en plus isolés et ont du mal à écouler leurs maigres productions. Ils vivent sous la terreur des groupes armés et sont livrés à eux-mêmes.

Depuis le début de ce mois d'octobre, un convoi constitué d'une centaine de véhicules transportant des soldats maliens et des mercenaires de Wagner se dirige vers les villes du nord pour prendre possession des bases abandonnées par la Minusma. C'est une occasion pour le dictateur général Assimi Goïta de claiçonner son patriotisme autour du thème « le Mali est un et indivisible » afin de rassembler les associations, les partis politiques et les syndicats autour de lui.

Le piège du nationalisme, une arme contre les exploités.

La propagande nationaliste bat son plein dans les médias d'État. À la radio et à la télé, on n'entend que des discours patriotiques et des éloges aux « vaillants soldats maliens ». Des collectifs et des comités de soutien à l'armée naissent un peu partout et sillonnent les quartiers de Bamako et des grandes villes pour appeler les gens à se mobiliser derrière l'armée.

Dans les discours des tenants du pouvoir, il n'est plus question du retour à un gouvernement civil « dans les plus brefs délais » comme ils le disaient auparavant. Goïta a plutôt annoncé le report des élections présidentielles, initialement prévues en février 2024. En même temps, les mesures de répression contre les opposants politiques ont été renforcées. « Il faut tout sacrifier pendant un moment pour inverser la tendance » a déclaré récemment le Premier ministre Choguel Maïga lors de son déplacement à Tombouctou.

Les partisans de l'imam réactionnaire Dicko qui avaient prévu de manifester le 13 octobre dans les rue de Bamako pour demander la formation d'un « gouvernement de transition civile » qui leur donnerait une place un peu plus grande dans la mangeoire gouvernementale à côté des militaires, ont tout simplement annulé leur appel.

Quant aux principaux syndicats, notamment l'UNTM (Union Nationale de Travailleurs du Mali), ils brillent surtout par leur inaction alors que les travailleurs du secteur public comme ceux du privé, souffrent des bas salaires et de la flambée des prix amplifiée par la crise économique et politique. Tous ceux qui osent critiquer la corruption et la gabegie du régime des militaires sont poursuivis pour trouble à l'ordre public par la justice aux ordres du pouvoir.

Avec ses envolées patriotiques, Assimi Goïta veut se présenter comme le « sauveur de la patrie en danger » mais il n'est rien d'autre qu'un dictateur qui défend sa place au soleil. Jusqu'ici il n'a pas encore désigné l'ensemble du peuple Touareg ou d'autres ethnies du Nord ou de l'Est comme des ennemis à éliminer. Mais il ne faut pas pour autant oublier que des dirigeants de son genre sont capables d'opposer les populations les unes aux autres pour s'agripper au pouvoir ou pour y parvenir.

Du Rwanda à la Côte d'Ivoire en passant par le Soudan, la RDC, le Sénégal et la Mauritanie, l'histoire récente de l'Afrique ne manque pas d'exemples de barbarie sanglante à caractère ethnique. Parfois c'est à l'occasion d'une élection, d'un litige fron-

talier hérité de la colonisation ou d'un simple conflit entre agriculteurs et pasteurs, mais ce sont toujours les plus pauvres qui en paient le prix le plus fort. Même là où les populations se côtoient paisiblement, les dirigeants en compétition pour le pouvoir sont capables de semer le poison de la division pour assouvir leurs ambitions.

La crise que traverse le Mali depuis quelques années pourrait dégénérer en bain de sang entre les populations, même si on n'en est pas encore là aujourd'hui. Les travailleurs maliens ne doivent pas se laisser bernier par la démagogie de Goïta tout comme ils doivent se méfier des politiciens de tous poils qui prétendent avoir des « solutions » pour améliorer leurs conditions d'existence. La seule force sur laquelle ils peuvent s'appuyer c'est la leur, sans distinction de nationalité, d'ethnie ou de religion, pour se défendre comme une seule classe sociale contre la dictature et contre l'exploitation.



Le 5 et 6 septembre 2023, un contingent de Casques bleus sénégalais affecté à des tâches de police, quitte le Mali à cause de la fermeture de sa base.

Madagascar

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DÉBUTE DANS LA MOROSITÉ ET LES AFFRONTEMENTS ENTRE CLANS.

La campagne présidentielle a commencé le 09 octobre. Chaque jour ouvrable, des manifestations de contestation de la candida-

ture de Rajoelina le président sortant, ont lieu à Antananarivo.

Un collectif composé de douze candidats dont les chefs de file sont deux anciens présidents (Ravalomanana et Rajaonari-manpianina), s'oppose dans la rue aux conditions de la tenue de l'élection présidentielle. Il conteste la légalité de la candidature de Rajoelina à cause de sa double nationalité (française et malgache) et aussi à cause de la composition de la CENI (Commission Électorale Nationale Indépendante) chargée de l'organisation du scrutin. La HCC (Haute Cour Constitutionnelle) fait également partie des organismes dont l'autorité n'est pas reconnue par le collectif.

Depuis ces derniers jours, les partisans de Rajoelina se mobilisent à leur tour et les affrontements entre les deux camps commencent à faire des victimes.

Pendant ce temps Rajoelina multiplie ses déplacements électoraux aux quatre coins du pays. De nombreux maires et élus locaux qui lui sont favorables, font tout pour que les stades et les grandes salles soient remplis. Certains le font par conviction, d'autres par peur de perdre leur poste ainsi que les attributions qui vont avec, telles que les motos qui ont été mises à leur disposition ces dernières années. La mobilisation des foules depuis certains endroits éloignés ainsi que les têtes de zébus et les sacs de riz nécessaires à les pourvoir en aliments, nécessitent des sommes importantes. Les structures étatiques, telles que les préfectures, n'ont pas l'air de faire défaut à la campagne du président candidat.

Les réalisations de prestige telle la construction d'un colisée à proximité du Palais de la reine, ou celui du téléphérique en cours dans la capitale, font partie des grandes œuvres du mandat du président actuel.

Ce téléphérique va desservir le quartier du stade de Mahamasina, le grand hôtel Carlton et des ministères, puis le quartier où réside le président ainsi que quelques riches et où se trouve le lycée français. Rajoelina s'en glorifie mais cette politique de grandeur et de préférence sociale à

l'égard des riches est à juste raison controversée par une partie importante de la population du pays. Celle-ci est victime du chômage, de la précarité, des bas salaires, du manque d'eau dans les pompes et des coupures d'électricité. Les routes nationales ainsi que les ponts sont dans un état déplorable et la prochaine saison des pluies et des cyclones pourrait isoler et sinistrer les populations de régions entières. Les hôpitaux manquent de tout.

Le problème pour les classes possédantes, dans la configuration électorale actuelle, est que les principales cliques en compétition ont déjà gouverné dans un passé récent. Elles sont aussi peu crédibles les unes que les autres. Les gens les ont vues à l'œuvre et leur bilan est peu reluisant. Il y a aussi parmi les prétendants au poste, d'autres notables aux mains pleines, tel que Roland Ratsiraka qui a mangé à tous les râteliers en tant que ministre à plusieurs reprises.

Ce qui fait défaut à Madagascar c'est l'existence d'un parti des travailleurs incarnant les intérêts des masses laborieuses. Un tel parti, s'il gagne la confiance des travailleurs conscients des intérêts de leur classe, peut diriger les luttes ouvrières de demain. Ces luttes victorieuses mettront en place un régime favorable à toute la population pauvre. Cela, quel que soit le vainqueur de cette élection présidentielle sans enjeu pour la majorité pauvre.



Emplacement d'un futur pylône dans le quartier de Tsaralalàna, à Antananarivo, pour la réalisation du téléphérique dont les travaux ont débuté en mars 2023.

International

ISRAÉLIENS ET PALESTINIENS, DANS LE PIÈGE SANGLANT CRÉÉ PAR L'IMPÉRIALISME

Samedi 7 octobre, le Hamas a déclenché une offensive de grande ampleur contre Israël. Après avoir tiré plusieurs milliers de roquettes depuis la bande de Gaza, des commandos ont réussi à s'infiltrer en Israël par voie terrestre, aérienne et maritime, cherchant à tuer aveuglément les hommes, femmes et enfants qu'ils rencontraient, faisant plus de 1 200 morts et 2 400 blessés. Plus d'une centaine de personnes seraient retenues comme otages à Gaza. Immédiatement, l'État israélien a lancé une grande offensive sur la ville de Gaza (plus de deux millions d'habitants) en bombardant aveuglément la population civile et faisant un blocus total sur la bande Gaza. À ce jour, le nombre provisoire de morts recensé à Gaza est de 2 215 morts dont 724 enfants. Les bombardements continuent.

Nous reproduisons ci-dessous l'éditorial du journal hebdomadaire Lutte Ouvrière daté du 13 octobre 2023.

Le Moyen-Orient est à l'image d'un monde soumis à la domination impérialiste de la bourgeoisie : un immense brasier. Après l'Irak et la Syrie, la guerre embrase de nouveau Israël et Gaza, menaçant toute la région d'une nouvelle conflagration.

Cette situation a été créée par les manœuvres des puissances impérialistes, au siècle dernier, où elles découpaient le monde en traçant les frontières garantissant leur hégémonie. Et le Moyen-Orient, riche en pétrole, était l'objet de toutes leurs convoitises.



C'est ainsi que les Palestiniens et les immigrants juifs se sont retrouvés au milieu d'un champ de bataille. Les premiers vivaient sous la domination britannique, déjà contestée par la puissance américaine. Quant aux seconds, ils arrivaient dans la

région, fuyant les pogroms antisémites ou rescapés des camps d'extermination.

Il y avait de la place pour les deux peuples. Mais les prétendus protecteurs de la région n'ont rien fait pour favoriser cette coexistence. Ils ont, au contraire, joué un peuple contre l'autre, pour assurer leur influence.

En 1948, les États-Unis soutinrent la création d'Israël en tant qu'État juif. Les Palestiniens en furent chassés en masse, transformés en réfugiés à vie dans des camps surpeuplés ou en citoyens de seconde zone en Israël. Les Israéliens devinrent les gardiens de cette prison.

Les Palestiniens ont été spoliés de leurs terres, expulsés de leurs maisons et enfermés, notamment dans cette prison à ciel ouvert qu'est Gaza. Les deux millions de Gazaouis sont collectivement punis par un blocus qui leur impose des conditions de vie innommables, quand leurs immeubles ne sont pas bombardés par l'armée d'Israël. Cette politique a un nom : le terrorisme d'État.

Dans les deux camps, les politiques nationalistes ont contribué à porter au pouvoir les plus extrémistes. En Israël, Netanyahu gouverne désormais avec les ultranationalistes religieux et racistes. Son gouvernement a intensifié la colonisation de la Cisjordanie, aggravé les mesures d'apartheid et encouragé les milices d'extrême droite à terroriser les Palestiniens.

À cette terreur d'État, le Hamas a opposé une politique qui mène les Palestiniens dans l'impasse. Celle-ci ne témoigne pas seulement d'un mépris pour la vie des civils israéliens, mais aussi de la vie de son propre peuple, les Palestiniens de Gaza, de nouveau soumis à l'enfer des bombardements. Ceux-ci n'ont d'ailleurs pas le choix car le pouvoir du Hamas s'exerce comme une dictature.

Si le Hamas a soudé nombre de Palestiniens derrière lui, c'est qu'il est le seul à sembler offrir une issue à la révolte qui bouillonne dans la jeunesse palestinienne. Mais la politique du Hamas, comme celle de Netanyahu, ne fait que creuser un fossé de sang entre les deux peuples.

Ces soixante-quinze années de politiques nationalistes de part et d'autre, des plus modérées aux plus extrémistes, ont conduit à la situation terrifiante actuelle. Elles démontrent qu'un peuple qui en domine un autre ne peut vivre en sécurité, ni être un peuple libre.

Le drame, c'est que les pires nationalistes sont encouragés par le climat guerrier créé par la guerre en Ukraine et les discours bellicieux des dirigeants des grandes puissances. C'est vrai en Azerbaïdjan, au Haut-Karabakh, ou au Kosovo, où s'affrontent Albanais et Serbes.

Contre cette évolution catastrophique, affirmons que des peuples différents, parlant des langues différentes et ayant des coutumes ou des religions différentes, peuvent parfaitement vivre côte à côte. Ils l'ont souvent fait au cours des siècles passés.

Pour y réussir, il faut combattre les dirigeants actuels de la société, et d'abord la bourgeoisie impérialiste qui dresse les peuples les uns contre les autres. Diviser pour régner est la base de sa politique de domination. Ne marchons pas !

Ni les peuples ni les travailleurs n'ont d'intérêt à ces divisions. Ils partagent tous la même aspiration à vivre en paix. Il leur faut trouver un terrain d'entente. Et celui-ci existe dans le fait qu'ils partagent tous une vie de labeur, une vie d'exploitation. Nos dirigeants nous rassemblent dans l'exploitation, ne les laissons pas nous diviser !

Partout, il y a, comme ici, des travailleurs en butte à leurs gouvernants. Assimiler le peuple palestinien à la politique du Hamas, ou identifier les Israéliens à la politique de Netanyahu et des colons est aussi stupide que ranger les Français derrière Macron.

En Israël, des travailleurs palestiniens et israéliens travaillent souvent ensemble. Il faut qu'ils retrouvent la conscience de leurs intérêts communs. Seule cette fraternité de classe pourra créer l'élan susceptible de dépasser les haines accumulées au cours de décennies d'affrontements.



Un quartier de Gaza bombardé par l'armée israélienne le 10 octobre 2023 (photo Reuters).



Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir